Une nouvelle exposition célèbre deux siècles d'histoire acadienne à Tignish

Par *Jacinthe LAFOREST*

L'exposition Les *Acadiens de Tignish, deux siècles d'histoire,* a été inaugurée au Musée acadien de l'Île-du-Prince-Édouard dimanche après-midi en présence d'une foule nombreuse. Cette exposition, qui occupe totalement les deux salles d'expositions temporaires, présente en plusieurs thèmes, l'histoire des Acadiens de Tignish au cours des deux cents dernières années.

Le scénario de l'exposition est l'oeuvre de Georges Arsenault, historien, folkloriste et auteur natif de la région Évangéline. «Comme ma mère est une Poirier, native de la région Prince Ouest, et que j'ai trouvé de mes ancêtres dans trois des familles fondatrices de Tignish, j'avais un intérêt personnel pour ce projet fascinant» dit-il.

Il explique que l'accent dans l'exposition a été mis sur les gens et c'est voulu ainsi. «NOUS avons environ 150 photographies de personnes, parmi lesquelles vous allez reconnaître vos ancêtres, des parents, des voisins, etc». L'historien a aussi précisé que l'exposition ne racontait pas l'histoire de Tignish au cours des deux cents dernières années, mais des Acadiens de Tignish.

On a privilégié plusieurs thèmes : Les Acadiens de Malpèque, le départ de Malpèque, l'arrivée à Tignish, les familles fondatrices. «D'ailleurs, nous avons réussi à trouver une photograhie d'un homme né à Malpèque, Sosime Gaudet, qui est arrivé à Tignish à l'âge de 5 ans avec ses parents, Joseph Gaudet et Françoise Chiasson. La photo montre Sosime et son épouse Marguerite Arsenault, qui ont été mariés 66 ans», dit Georges Arsenault. Non loin de la photographie, on a placé dans un présentoir une petite croix qui a appartenu à Marguerite Arsenault, et qui avait été donnée au Musée vers 1970 par Clothilde Arsenault, l'arrière-petite-fille de l'aïeule..



Ayant participé à l'ouverture officielle de l'exposition Les Acadiens de Tignish, deux siècles d'histoire, on voit, de gauche à droite Anne-Marie Perry, descendante de Grégoire Bernard et Judith Chiasson, Berthe Blanchard, descendante de Joseph DesRoches et de Anne Doucette, Anita Chiasson, descendante de Jacques Chiasson et de Judith Boudreau, Janice McKinnon, descendante de Basile Poirier et de Tharsile Bernard, Aubin Richard, descendant de Joseph Richard et de Rosalie Poirier, et au centre en avant, Pierre Gaudet, descendant de Joseph Gaudet et de Françoise Chiasson.

Et l'exposition est pleine de ces menus trésors sortis tout droit de deux cents ans d'histoire.

Dans d'autres sections, on parle de la communauté qui s'agrandit, de la cohabitation entre Acadiens et Irlandais, des problèmes avec les terres, de la paroisse de Palmer Road dont le territoire faisait autrefois partie de Tgnish, On a aussi un portrait géographique de Tignish, une carte de tous les petits villages autours de Tignish et leurs noms, une section sur la vie économique, sur l'éducation, sur les arts et la tradition, et une section intitulée L'odyssée de la langue française. «Dans cette section, on a voulu présenter les accents des gens de Tignish et on a mis sur cassette les témoignages de cinq personnes, incluant une chanson par Olive Perry, enregistrée alors qu'elle avait plus de 90 ans» précise Georges Arsenault.

L'exposition va être en montre au Musée acadien à Miscouche jusqu'au mois d'août 1999, et on parle même de la prolonger de quelques mois. La directrice du Musée acadien, Mme Cécile Gallant, a indiqué en ouverture que l'institution, dans le cadre de son mandat provincial, avait voulu participer ainsi aux célébrations du bicentenaire de la fondation de Tignish.

Antoinette Perry, membre du comité du bicentenaire, estime pour sa part que l'exposition va promouvoir l'appréciation de la culture acadienne à Tignish. Elle a lancé à tous l'invitation de venir à Tignish. «Les visiteurs seront accueillis à bras ouverts».

D'autres collaborateurs ayant permis de mener à bien le projet sont les conservatrices Cécile Arsenault et Gloria Arsenault, l'assistante conservatrice, Angèle Barriault et le recherchiste généalogique, Mario Bénard. Le design graphique est signé Louise Daigle. ★

Dévoilement des sites des 4e Jeux de la Francophonie

(APF) Le comité organisateur des 4e Jeux de la Francophonie mondiale qui auront lieu à Ottawa-Hull du 14 au 24 juillet 2001 a procédé au dévoilement des sites officiels des compétitions sportives et des concours culturels.

Ottawa accueillera les compétitions d'athlétismé, de basket-ball, de football et l'handisport (en démonstration), et partagera avec la ville de Hull le tennis de table et le volley-ball de plage, aussi en démonstration. Les épreuves de boxe et de judo se tiendront à Hull.

Pour ce qui est des concours culturels les sites retenus sont le Casino de Hull pour la chanson, la Maison du citoyen (hôtel de ville) de Hull pour le conte et la sculpture, le Musée canadien des civilisations pour la danse, la Cour des arts et le Théâtre de la Nouvelle Scène pour la littérature, le Musée des beaux-arts du Canada pour la peinture ainsi que le Musée canadien de la photographie contemporaine pour la photographie.

Quelque 3 000 athlètes provenant de 40 pays sont attendus dans la capitale nationale. Les retombées économiques sont estimées entre 64 et 78 millions de dollars. ★

les 4H Évangéline sont les champions

(J.L.) L'équipe de quilles du Club 4-H Évangéline est sortie victorieuse du tournoi du district de Summerside disputé le 5 avril dernier. Huit clubs y participaient. Au préalable, chaque club avait tenu des compétitions internes pour sélectionner les joueurs et former l'équipe en vue des compétitions du district.

L'équipe du Club Évangéline était formée de Tanya Kemp et Janelle Arsenault, chez les juniors, Nicholas Gallant et Michael Arsenault chez les intermédiaires et Liane Gallant et Pierre Gallant chez les séniors. Par ailleurs, Pierre Gallant a mérité le prix du meilleur pointeur du tournoi dans la catégorie senior.

Sur la photo, au premier rang, on voit Tanya Kemp, Janelle Arsenault et Liane Gallant, et au second rang, Michael Arsenault, Pierre Gallant et Nicholas Gallant. (Photo : courtoisie du Club 4H Évangéline). ★



L'origine de la Coupe Stanley

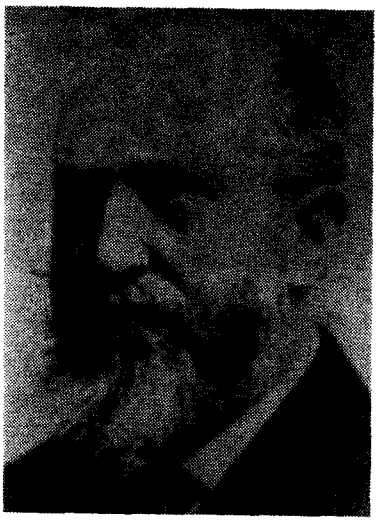
Par Stéphane **BOUCHARD**

La Coupe Stanley existe au Canada depuis plus de 100 ans. C'est en 1882 que le Gouverneur général du Canada M. Lord Stanley of Preston décida d'offrir une coupe à l'équipe gagnante de l'AHAC (Association de hockey amateur du Canada).

Elle a été gagnée pour la première fois en 1893 par les AAA de Montréal qui affrontaient les Victoria de Montréal. Le prestigieux trophée de M. Stanley n'a pas toujours porté le nom que l'on connaît aujourd'hui. Sur un coté de la coupe on pouvait lire «*Dominion Hockey Challenge Cup*» et de l'autre coté «*From Stanley of Preston*».

C'est avec les années que les gens ont abandonné le nom de Coupe du Dominion pour Coupe Stanley. Pendant les 17 premières armées, la coupe était remise à l'équipe gagnante de l'AHAC, cette équipe avait la responsabilité de la défendre, ce qui veut dire qu'elle devait lancer un défi à une autre équipe canadienne soit. de l'ouest canadien, de l'Ontario ou des Maritimes.

Les défis pouvaient être par



M. Lord Stanley of Preston, Gouverneur général du Canada en 1882.

exemple, une série 2 de 3, 3 de 5, ou 2 parties dans lesquelles on additionnait le total des buts. Ce genre de défi apporte des anecdotes légendaires comme celle de l'équipe de Dawson City du Yukon qui avait lancé un défi au Silver 7 d'Ottawa. Plus de 6 400 km de distance séparaient les deux villes! L'équipe de Dawson City a dû parcourir les premiers 400 km en traîneau à chiens ensuite en bateau à vapeur pour arriver en train, 20 jours plus tard la veille du match. L'équipe épuisée du grand voyage a perdu **les deux premières parties 9 à 2 et 23 à 2.**

C'est en 1910 que l'on voit arriver la ANH (Association nationale de hockey). À cette époque, l'équipe championne de l'ANH rencontre une équipe désignée de l'ouest. En 1916 le Canadien de Montréal remporte sa première Coupe Stanley dans une série 3 de 5 contre i'équipe de Portland.

En 1919 on voit apparaître la LNH (Ligue nationale de hockey) et une série historique. Le Canadien de Montréal rencontre le Metropolotain de Seattle à Seattle pour une série 3 de 5. Après 5 parties les équipes avaient deux victoires de, chaques côté et un match nul. A cette époque lorsqu'un match nul s'éternisait on le reprenait le lendemain ou le surlendemain. Le 5e match annulé on attendait avec impatience le 64 mais 5 heures avant le match on a dû l'annuler puisque cinq joueurs du Canadien sont hospitalisés à cause d'une épidémie épouvantable de grippe espagnole qui frappa l'Amérique du Nord. Quatre jours après l'hospitalisation des joueurs du Canadien, un joueur de l'équipe, M. Joe Hall meurt. Il n'y a donc pas eu de 6' match en 1919. C'est la seule année dans l'histoire de la Coupe Stanley qu'il n'y a pas eu de vainqueur.

Finalement le système de défi prend fin est 1926 et c'est en 1927 que la Coupe Stanley devient la propriété exclusive de la Ligue nationale de hockey. ★

Les séries quart de finale des conférences de l'est et de l'ouest de la LNH.

(1) Devils du New Jersey	vs.	(8)	Penguins de Pittsburgh
(2) Senateurs d'Ottawa	vs.	(7)	Sabres de Buffalo
(3) Hurricanes de la Caroline	vs.	(6)	Bruins de Boston
(4) Maple Leafs de Toronto	vs.	(5)	Flyers de Philadelphie
(1) Stars de Dallas	vs.	(8)	Oilers d'Edmonton
(2) Avalaches du Colorado	vs.	(7)	Sharks de San Jose
(3) Red Wings de Detroit	vs.	(6)	Mighty Ducks d'Anaheim
(4) Coyotes de Phoenix	vs.	(5)	Blues de St. Louis

Les dons d'organes et de tissus sont importants

La Semaine nationale de sensibilisation à la transplantation d'organes et de tissus vient de prendre fin mais le besoin pour des organes lui, ne se fait pas seulement sentir une semaine par année. Le manque d'organes pour faire des transplantations à l'Île-du-Prince-Édouard 'est une préoccupation de longue date à l'île et dans tout le Canada.

Selon la ministre de la Santé et des Services sociaux, Mildred Dover, il y a 240 personnes en Atlantique qui attendent une transplantation d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. De cette liste, il y a 12 insulaires qui ont besoin de nouveaux reins, une personne a besoin d'un nouveau foie, et cinq personnes ont besoin de nouvelles cornées. L'an dernier, sept insulaires ont eu la vie sauvée ou grandement améliorée par des transplantations.

Le coût d'une transplantation du rein est estimé à 50 000 $ sur cinq ans. C'est beaucoup, mais. les soins de dialyse que requièrent les personnes aux reins défectueux coûtent 50 000 $ par année, 250 000 $ sur cinq ans.

On invite les Prince-Édouardiens à indiquer leur volonté de donner leurs organes en renouvelant leur permis de conduire ou en signant leur carte personnelle de santé. Pour savoir comment devenir un donneur d'organe, on compose le l-902-368-6507.

Par ailleurs, le ministre de la Santé du Canada, Allan Rock, a rendu public le 20 avril son rapport sur Le don et la transplantation d'organes et de tissus : Une approche canadienne. Ce rapport contient plusieurs recommandations relatives à la transplantation d'organes et dé tissus.

La Semaine nationale de sensibilisation aux transplantations d'organes et de tissus avait lieu du 19 au 25 avril. ★

La pédagogie au service de l'entrepreneurship

Si, comme tout le monde le dit, l'avenir appartient aux jeunes, il est primordial que la société les prépare dès aujourd'hui à relever les défis de demain. Il s'agit d'un acte de foi pour les milliers de professionnels et éducateurs oeuvrant dans le domaine de l'enseignement entrepreneurial qui se démènent pour former la prochaine génération de propriétaires et de gestionnaires de petites entreprises dans les provinces de l'Atlantique.

Depuis le début des années 1990, divers organismes - dont l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) - concertent leurs efforts en vue de promouvoir et d'améliorer le développement entrepreneurial dans l'ensemble du système scolaire public ainsi qu'aux niveaux universitaire et collégial. Les résultats sont impressionnants, mais il reste encore beaucoup à faire.

Plus de 100 000 étudiants sont présentement inscrits à des programmes d'études entrepreneuriales chapeautés et appuyés par ces organismes. Des milliers de jeunes des provinces de l'Atlantique acquièrent de l'expérience et de la formation pratiques sur les rouages d'une entreprise prospère, ou tout au moins ils acquièrent les compétences. et les qualités d'un entrepreneur. Des centaines d'autres exploitent lew propre entreprise durant les mois d'été ou à temps partiel.



On attribue ces résultats au foisonnement de ressources en développement entrepreneurial dans la région au cours des dernières années. Bien sûr, le fait de tenir compte des services offerts dans chaque région est en soi un élément clé de la réussite du développement entrepreneurial axé sur l'enseignement.

C'est essentiellement ce que vise le guide *Enseignement entrepreneurial : la filière atlantique*, une plaquette, exhaustive préparée par l'APECA en collaboration avec les ministères de l'Éducation des quatre provinces de l'Atlantique et le Comité des collèges de l'Atlantique pour le développement entrepreneurial (CCADE). Les auteurs du guide sont clairs : «En filigrane de cet ouvrage, il y a l'objectif de promouvoir la création de partenariats d'apprentissage. Le présent guide fera partie, espérons-le, des nombreuses ressources pédagogiques dont se serviront les enseignants pour enrichir le savoir de leurs enfants».

Parmi les nombreuses ressources décrites dans la publication, il y a la Fondation d'éducation des provinces atlantiques (FEPA), un organisme rattaché aux ministères de l'Éducation des quatre provinces de l'Atlantique. La FEPA, épaulée par l'APÉCA, a préparé pour les écoles publiques des programmes et du matériel d'enseignement entrepreneurial en français et en anglais. En outre, de nombreux établissements postsecondaires de la région de l'Atlantique offrent des programmes axés sur l'entrepreneurship.

Il y a des centaines de livres, de dépliants, de logiciels, de vidéocassettes, de cassettes audio et de ressources en direct provenant de diverses sources dans les provinces de l'Atlantique et d'ailleurs que peuvent consulter les jeunes entrepreneurs en herbe, leurs enseignants et leurs. mentors.

Vous pouvez vous procurer le guide Enseignement entrepreneurial : la filière atlantique en français ou en anglais en composant le 1-800-561-7862, ou en communiquant avec l'APÉCA (Développement de l'entrepreneurship) à l'adresse suivante : C.P. 6051, Moncton (Nouveau-Brunswick), E1C 9J8. On peut aussi consulter le site web de l'APÉCA à l'adresse : www.acoa.ca. ★

Les agriculteurs de l'Î.-P.É. seront protégés en cas de catastrophe

Le programme Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (ACRA), qui s'échelonne sur deux ans, s'applique aux agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard.

En décembre 1998, le fédéral avait annoncé qu'il offrirait une aide de 900 millions de dollars aux agriculteurs canadiens victimes de catastrophes agricoles. En février dernier, le fédéral annonçait que grâce à l'appui de ses partenaires provinciaux comme l'Île-du-Prince-Édouard, il était prêt à fournir un maximum de 1,5 milliard de dollars aux familles agricoles du Canada.

«Au moment où la saison des semences approche, cette nouvelle modifiera favorablement la perspective économique des agriculteurs du Canada atlantique qui ont perdu une part considérable de leur revenu. Les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard pourront maintenant se consacrer à leur principale préoccupation, soit l'agriculture» a déclaré Lawrence MacAuley, solliciteur général du Canada et député de Cardigan.

Le gouvernement du Canada versera sa part directement au gouvernement de l'Î.-P.-É. Comme la province a déjà un programme de soutien du revenu en cas de catastrophe, la structure administrative déjà en place sera utilisée afin d'éviter le double emploi et de permettre aux agriculteurs de s'inscrire à un seul programme.

L'ACRA s'insérera dans le cadre des programmes actuels de soutien du revenu et respecte les règles des accords de commerce international du Canada.

Le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Lyle Vanclief, 's'est par ailleurs engagé à travailler de concert avec les provinces et l'industrie pour améliorer le système de soutien du revenu, «ce qui pourrait comprendre un programme national d'aide en cas de catastrophe», a-t-il dit.

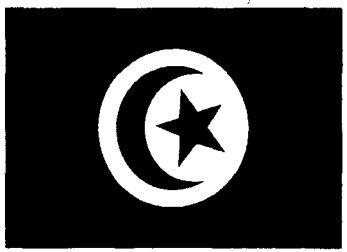
NDLR : Nous VOUS *présenfons la quatrième d'une série de chroniques dans le cadre du projet «La lecture, un choix santé!» Nous vous proposons la lecture d'informafion sur divers pays, qui participeront au Sommet de la Francophonie à l'automne 99 à Moncfon. Les partenaires du projet sont : le Conseil communautaire Évangéline, la Société éducative de l'%-P.-É., la Bibliothèque publique d'Abram-Village, la Coalition Enfants en premier, le Centre de santé communautaire Évangéline, la Sectionfrançaise des troubles d'apprentissage, La Voix acadienne, le Centre préscolaire Évangéline et le gouvernement de l'Î.-P.-É.*

Tunisie



Le drapeau tunisien est rouge et a un cercle blanc au milieu. Dans ce cercle on retrouve les symboles de l'Islam, c'est-à-dire le croissant et l'étoile.

Carrefour entre l'Afrique et l'Europe, entre l'Occident et l'Orient, la Tunisie est non seulement un pays de contrastes et de mélanges, mais également une plaque tournante de cette partie du globe. Depuis la préhistoire, les peuples se succédèrent sur son territoire. Les Phéniciens y créèrent un comptoir commercial pour les épices, les Romains en firent leur source de provisions, les Arabes y introduirent leur culture et leur religion, les Turcs y établirent l'Empire Ottoman et finalement, les Français en prirent le contrôle jusqu'à son indépendance en 1956. La Tunisie d'aujourd'hui s'affiche comme une civilisation originale et moderne en constante évolution.

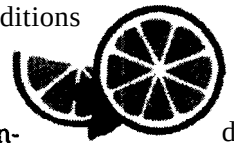


La Tunisie est un pays de l'Afrique du Nord et fait également partie de ce que l'on appelle le Maghreb, c'est-à-dire l'ensemble formé du Maroc, de la Mauritainie et de l'Algérie. C'est un pays désertique au sud, car le Sahara s'y étend. Par contre, de riches vallées fertiles ainsi que de généreux ports de pêche se retrouvent au Nord, favorisés par le climat méditerranéen. La Tunisie peut se vanter d'être bordée par la Méditerranée, en plus d'être située à proximité des terres du continent européen. C'est l'Algérie qui la longe à l'ouest et la Libye à l'est. La population tunisienne vit surtout au nord du pays, étant donné' les conditions inhospitalières du sud. Cependant, on retrouve quelques peuples nomades, de même que certaines villes bâties autour des oasis.

L'arabe est la langue principale de ce pays, mais le français y est couramment parlé. Ce langage s'est établi en Tunisie lorsque les Français y arrivèrent, imposant du même coup leur langue, leur culture et leurs institutions. Le français reste une langue enseignée dans les écoles et présente autant dans la vie quotidienne que dans les sphères politique et économique.

Comme la plupart des pays de cette région de la planète, la Tunisie est musulmane. Pourtout, elle pratique un islamisme modéré en laissant place aux libertés individuelles et en prônant l'égalité des sexes.

La Tunisie est avant-gardiste dans le domaine religieux, mais également sur plusieurs facettes. Elle est d'ailleurs figure de proue parmi les pays en développement et ce, autant en éducation, en économie, en mesures sociales qu'en environnement. La Tunisie est récipiendaire de plusieurs prix internationaux pour ses efforts soutenus en vue de l'amélioration de ses conditions socio-économiques.



L'économie tunisienne est principalement tributaire de l'industrie du pétrole et de l'agriculture. Les principaux produits cultivés sont les olives, les dattes et les agrumes. De plus, les nombreuses civilisations qui ont bâti la Tunisie y ont laissé des ruines remarquables qui attirent leur part de touriste. Également, les plages méditerranéennes sont attrayantes pour les étrangers. L'artisanat (tapis, mosaïque, orfèvrerie, poterie) est aussi un moteur économique du pays.

Malgré un passé mouvementé et marqué par plusieurs peuples, la Tunisie est un pays tolérant et désireux de s'enrichir de toutes ces influences diverses. Ainsi, la culture tunisienne est un amalgame des différentes civilisations qui se sont établies sur son territoire. Les tapis aux motifs variés descendent des Turcs, tandis que les mosaïques prennent leur origine chez les Romains. Cependant, les Tunisiens ont développé leur propre musique que l'on nomme, *malouf*. La Tunisie a aussi son propre cinéma qui commence à être connu sur la scène internationale. C'est aussi un pays possédant sa propre littérature, autant française qu'arabe. La cuisine tunisienne est épicée et faite de produits méditerranéens tels que les olives, les agrumes et le vin. Le *couscous* y est apprêté de toutes les façons, le parfum des amandes émane des *baklawas* et le thé aromatisé à la fleur d'oranger favorise la convivialité. À toutes ses couleurs chaleureuses s'ajoute l'effluve du jasmin qui se mélange aux maisons blanchies et au soleil brûlant pour faire de la Tunisie un pays envoûtant.

Finalement, à l'aube du deuxième millénaire, la Tunisie est prête à relever les défis que lui pose sa situation de pays en voie de développement. C'est d'ailleurs dans cette voie qu'elle s'est engagée avec succès. Reste à savoir si elle saura allier l'ancien et le moderne, comme elle l'a si bien fait avec l'Orient et l'Occident, avec l'Afrique et l'Europe.

Quelques statistiques

Capitale : Tunis

Villes importantes :
Carthage et Sousse

Population : 9 245 284 habitants

Langues parlées :
L'arabe et le français

Religion : islamique

Monnaie : dinar

Système politique : présidentiel

Fête nationale : 20 mars

Trois types de cancer sont à blâmer

Malgré d'importants progrès dans la recherche contre le cancer, cette maladie reste annuellement la deuxième cause principale de mortalité au Canada.

Pour les deux sexes, au moins 50 pour cent des nouveaux cas de cancer sont attribuables à trois types particuliers soit le cancer de la prostate, le cancer du poumon et le cancer colorectal chez l'homme, et le cancer du sein, le cancer du poumon et le cancer colorectal chez la femme.

Cancer du sein

En 1998, on a estimé que 19 300 femmes avaient reçu un diagnostic de cancer et que 5 300 étaient décédées des suites de cette maladie. En moyenne, chaque semaine, 371 Canadiennes ont été diagnostiquées et 102 Canadiennes sont décédées des suites d'un cancer du sein.

Une femme sur neuf risque d'être atteinte du cancer du sein au cours de sa vie et une femme sur vingt-cinq risque d'en mourir.

Le cancer du sein est le type de cancer le plus fréquemment diagnostiqué chez les Canadiennes. Il représente près du tiers de tous les diagnostics de cancer chez les femmes.

Ligne d'information sans frais sur le cancer

La Société canadienne du cancer met à la disposition des Canadiens et des Canadiennes une ligne d'information sans frais sur le cancer. Les informations sont disponibles en français et en anglais. Le numéro est le 1-888-939-3333, de 9 h à 18 h. L'an dernier, le service a pu aider 403 personnes de l'Île-du-Prince-Édouard.

Cancer de la prostate

En 1998, on a estimé que 16 100 hommes avaient reçu un diagnostic de cancer de la prostate et que 4 300 étaient décédés des suites de cette maladie.

En moyenne, chaque semaine, 310 Canadiens ont été diagnostiqués et 83 Canadiens sont décédés des suites d'un cancer de la prostate.

Un homme sur huit risque d'être atteint du cancer de la prostate au cours de sa vie èt un homme sur vingt-six risque d'en mourir.

Le cancer de la prostate est le type de cancer le plus fréquemment diagnostiqué chez les Canadiens. Il représente le quart de tous les diagnostics de cancer chez les hommes.

Cancer du poumon

En 1998, on a estimé que 20 400 Canadiens (12 200 hommes et 8 200 femmes) avaient été diagnostiqués d'un cancer un poumon et que 17 100 (10 600 hommes et 6 500 femmes) étaient décédés des suites de celle maladie.

En moyenne, chaque semaine, 392 Canadiens (235 hommes et 158 femmes) ont été diagnostiqués et 329 Canadiens (204 hommes et 125 femmes) sont décédés des suites d'un cancer du poumon.

Une femme sur vingt et un risque d'être atteinte du cancer du poumon au cours de sa vie et une sur vingt-quatre risque d'en mourir. Cette statistique pourrait cependant être réduite jusqu'à 85 pour cent si les femmes évitaient tout produit du tabac.

Un homme sur onze risque d'être atteint du cancer du poumon au cours de sa vie et un sur douze risque d'en mourir. Cette statistique pourrait cependant être réduite jusqu'à 85 pour cent si les hommes évitaient tout produit du tabac.

En 1998, le cancer du poumon, le type de cancer que l'on peut le plus facilement prévenir, restait la principale cause de mortalité par cancer tant chez l'homme que chez la femme. Près du tiers des décès chez l'homme, et plus du cinquième chez la femme, sont liés uniquement au cancer du poumon.

Cancer colorectal

En 1998, on a estimé que 16 500 Canadiens (8 900 hommes et 7 600 femmes) avaient reçu un diagnostic de cancer colorectal et que 6 300 Canadiens (3 400 hommes et 2 900 femmes) étaient décédés des suites de cette maladie.

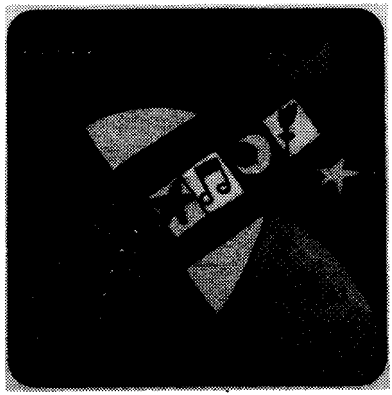
En moyenne, chaque semaine, 317 Canadiens (171 hommes et 146 femmes) ont été diagnostiqués et 121 Canadiens (65 hommes et 56 femmes) sont décédés des suites d'un cancer colorectal.

Un homme sur seize risque d'être atteint du cancer colorectal au cours de sa vie et un sur trente-cinq risque d'en mourir.

Une femme sur dix-huit risque d'être atteinte du cancer colorectal au cours de sa vie et une sur trente-sept risque d'en mourir. ★

La mission de Julie Payette dans l'espace approche

(J.L.) Le 20 mai 1999 à 9 h 32, heure avancée de l'Est, la navette spatiale Discovery sera lancée du Kennedy Space Center avec à son bord un équipage international de sept astronautes, incluant la Canadienne Julie Payette. Durant leur troisième jour de vol, l'équipage de STS-96 marquera l'histoire lorsque la navette effectuera un ((rendez-vous» et s'arrimera pour la première fois à la nouvelle Station spatiale internationale. Durant cinq jours, Discovery et son équipage, sous la direction du commandant Kent Rominger, demeureront arrimés (ou fixés) à la Station. L'astronaute de l'Agence spatiale canadienne, Julie Payette, deviendra donc la première personne au Canada à visiter la Station spatiale internationale. Il s'agit d'une mission d'assemblage.



Comme on le sait, Linda Allain de Charlottetown va assister avec sa famille à ce départ historique.

La Station spatiale internationale peut, dès maintenant, être observée à l'oeil nu dans le firmament du Canada et de la majorité des autres pays du monde. La naissance de cette nouvelle étoile dans notre horizon est le résultat d'un effort collectif encore jamais vu, concentré sur le plus ambitieux projet de génie entrepris. La Station, une merveille de science et de technologie, est située à 400 kilomètres au dessus de notre terre.

La construction a commencé en novembre 1998 avec le lancement du module russe Zarya (qui signifie «lever du soleil» en russe). Il faudra environ 45 vols de la navette spatiale de la NASA et des fusées russes Proton et Soyuz afin de compléter le projet pour l'an 2004. On estime que le poids de la Station, une fois totalement assemblée, sera de 470 tonnes.

Soit dit en passant, la navette Discovery est ainsi nommée en l'honneur d'un des deux navires utilisés par l'explorateur britannique James Cook dans les années 1770 lors de ses expéditions dans le sud du Pacifique qui ont mené à la découverte des Îles Hawaï. ★

les pêches Sont toujours aussi mal gérées au pays

Ottawa (APF) Après avoir fait état en 1997 des problèmes liés à la gestion des pêches du poisson de fond, le vérificateur général du Canada reproche maintenant à Pêches et Océans sa façon de gérer les pêches du homard, du pétoncle, du crabe des neiges et de la crevette en Atlantique.

Le dernier rapport du vérificateur général Denis Desautels est accablant. Il indique que le Ministère reproduit les mêmes erreurs et les mêmes bêtises qui ont entraîné le quasi-effrondrement des pêches commerciales du poisson de fond au début des années 90.

Même si les documents du ministère indique que son objectif est la conservation, le vérificateur général a mis à jour un certain nombre de faits troublants qui, mis bout à bout, donne plutôt l'impression que Pêches et Océans gère les stocks d'une manière improvisée et que ses décisions sur l'utilisation de la ressource sont «largement» influencées par des facteurs sociaux et économiques, plutôt que par les avis de ses scientifiques. Plus encore, les décisions prises par les fonctionnaires du Ministère vont à l'encontre de l'objectif qui est d'assurer des pêches «économiquement viables et autonomes».

La pêche des mollusques et des crustacés a connu un développement formidable au Canada depuis les années 80. Entre 1984 et 1997, les débarquements ont augmenté en poids de 131 000 à 312 000 tonnes. Les prix, eux, n'ont cessé d'augmenter ce qui a permis aux pêcheurs de se procurer un bon revenu. En 1997, les mollusques et crustacés représentaient 81 pour cent de tous les débarquements de poisson en Atlantique.

Denis Desautels note dans son rapport que le Ministère et le ministre subissent de fortes pressions sociales et économiques lorsque vient le temps d'allouer des quotas pour la ressource. Ces pressions, écrit le vérificateur général, sont d'autant plus difficiles à gérer lorsque le Ministère a des connaissances limitées concernant les stocks.

«Lorsque les connaissances sur le stock sont limitées, écrit M. Desautels, il est d'autant plus important d'appliquer le principe de la précaution, c'est-à-dire de pécher par excès de prudence».

Manifestement, le Ministère a d'autres considérations en tête. Le nombre de pêcheurs de crabe des neiges à Terre-Neuve est passé de 882 en 1995 à 3 182 en 1997. Le quota, qui était de trois tonnes par personne pour assurer un revenu décent aux nouveaux arrivants, est tombé à 1 tonne pour répondre aux besoins de tous, avec comme résultat que cette pêche ne produit qu'un faible revenu.

On a aussi augmenté en 1998 le total admissible des captures de 9,5 pour cent par rapport à l'année précédente, contrairement au plan de gestion qui prévoyait de ne pas hausser les quotas et contrairement à l'avis de la Direction des sciences du ministère.

Comme par hasard en 1998, le Ministère n'a produit aucune rapport sur la situation des stocks pour le crabe des neiges à Terre-Neuve. La crainte de Denis Desautels, c'est que l'accès libre à cette pêche coïncide avec une époque ou l'exploitation du crabe des neiges atteint des plafonds historiques..

Ce n'est guère plus intelligent du côté des autres pêches. Il est écrit noir sur blanc que le Ministère a favorisé l'accroissement de la capacité de capture de la crevette nordique dans la région de Terre-Neuve, malgré l'incertitude quant à la durée des récentes augmentations de stock. Encore une fois, le Ministère n'a, pas écouté l'avis de ses scientifiques, qui jugeaient prudent de ne pas doubler le total des captures prévu en 1998.

En lieu et place, Pêches et Océans a doublé les captures en 1997 et de nouveau en 1998, ce qui représente une hausse totale de 318 pour cent depuis 1996! Durant cette période, le nombre de détenteurs de permis pour la pêche à la crevette nordique est passé de 17 en 1997 à plus de 300 l'année suivante!

Evidemment, la majorité de ces nouveaux détenteurs de permis ont investi dans de nouveaux attirails de chalutage pour la crevette, à un coût moyen de 150 000 $ par bateau, avec l'espoir d'un nouvel Eldorado. L'ironie c'est que le gouvernement fédéral, suite à l'effondrement des stocks du poisson de fond, a déjà dépensé 85 millions de dollars pour éliminer plus de 1 300 permis de pêche, dont la grande majorité dans la région de Terre-Neuve.

«Le Ministère a encouragé une hausse marquée de la capacité de récolte même s'il s'attend à une diminution rapide de la taille des stocks de crevettes dans l'avenir» écrit le vérificateur, qui note que le gouvernement «a du mal à définir et à déterminer la capacité de capture de l'industrie, et encore davantage à la contrôler».

Ce commentaire de Denis Desautels, il vaut aussi pour la pêche côtière à la pétoncle dans la baie de Fundy, ou le Ministère a permis la pêche dans une zone interdite, et pour la pêche du homard en Atlantique, dont les stocks sont toujours aussi scientifiquement difficiles à mesurer.

Le vérificateur a d'ailleurs trouvé «des trous» dans les renseignements disponibles pour appuyer les décisions sur l'utilisation des ressources.

Le Ministère a aussi mal utilise les informations qui sont fournies par les observateurs en mer pour gérer la pêche. «La direction du ministère a négligé certains renseignements que des observateurs avaient recueillis expressément en fonction de la conservation».

Autre mystère : la «disparition» des observateurs lors de la pêche au crabe à carapace molle. Une règle récente veut que' la pêche ferme lorsque la quantité de crabes à carapace molle (de mue récente) débarquée au port dépasse les 20 pour cent de la capture pendant deux périodes de 48 heures consécutives. Non seulement n'a t-on pas toujours fermé la pêche en de telles circonstances, mais le vérificateur note que l'ampleur de la couverture en mer par les observateurs avaient curieusement tendance à diminuer lorsque le pourcentage de crabe à carapace molle augmentait.

Rappelons que pendant les années 90, le gouvernement fédéral a dépensé plus de trois milliards de dollars en divers programmes pour aider les pêcheurs de poisson de fond à surmonter la crise des pêches en procurant un soutien au revenu et des possibilités de remplacement. ★

L'équipe des jeunes gagne la :(Guerre des clans»



(J.L.) *L'activité la Guerre des clans a mis en présence deux équipes, l'une composée de «vieux» et l'autre équipe composée de jeunes. Au terme d'une joute serrée, ce sont les jeunes qui ont remporté la palme. Chaque membre de l'équipe a mérité un certificat cadeau du Village de l'Acadie à Mont-Carmel et un* gaminet *(t-shirt) de Jeunesse Acadienne, comme le montre la photo, où* l'on *voit, de gauche à droite,* Jocelyne *Gallant, Michelle Arsenault,* Joey *Barriault qui remet le prix à Marc Arsenault, le capitaine de l'équipe, suivis de* Ryan *Gallant et de* Nicholas *Arsenault.* Joey *Barriault est membre du comité de la Maison des jeunes de la région* Évangéline. ★

La Belle-Alliance se réunit

(J.L.) Le comité régional La Belle-Alliance s'est réuni en assemblée annuelle durant la Semaine de la francophonie. On a annoncé que le Bulletin communautaire de La Belle-Alliance allait s'appeler L'Info-Alliance. Un concours avait été lancé et c'est Émile Gallant qui a suggéré ce nom.

On a revisé le plan stratégique pour l'année 1999-2000, et le plan a été adopté. La Belle-Alliance veut mettre l'accent au cours des proèhains mois sur des échanges avec d'autres régions, pour inciter les gens de la région de Summerside-Miscouche à participer à des activités ailleurs que dans leur région. On croit qu'on pourrait même organiser du transport en certaines occasions.

Il n'y a pas eu de changements dans la composition du comité régional. Johanne Jacob reste la présidente, Sylvie Plourde-Farrell est vice-présidente et Alice Richard est secrétaire-trésorière. Les conseillères sont Béatrice Caillié et Isabelle Gallant. Il y a un poste vacant de conseiller.

Parmi les projets importants qui sont en préparation dans la région, il y aura le dévoilement à Miscouche d'une plaque commémorant les 10 grandes conventions acadiennes survenues approximativement entre 1880 et 1910. ★

CBAF Bonjour au Club Ti-Pa pour la Semaine de la francophonie



Par Nicole DROUIN

CBAF Bonjour était à Tignish au Club Ti-Pa le jeudi 22 avril dans le cadre de la Semaine de la francophonie. Il y avait un déjeuner continental et beaucoup de personnes sont venues voir Georges Arsenault, Julie Landry et Alain Ménard. Il y a eu dès entrevues avec Janice MacKinnon, coordonnatrice du secteur acadien du bicentenaire, Nicole Drouin, agente de développement pour le Comité S.-E.-Perrey, Réjeanne Doucette, présidente du Comité d'éducation française à Prince-Ouest, Pierre Blaquière directeur des enfants qui jouaient dans la pièce de théâtre «*Tignish Run*», **Eileen** Chiasson-Pendergast, directrice de la pièce de théâtre V'nez Chou Nous. Bruce Arsenault était là pour nous chanter la chanson qu'il a composée pour le bicentenaire, «Tignish mon chez nous», et Antoinette Perry a chanté une couple de chansons aussi. D'autres entrevues ont été faites avec Kelly Matthews, la présidente des Jeux régionaux des Jeux de l'Acadie, Paul Goguen, entraîneur de gymnastique à l'école Saint-Louis, et Alméda M. Thibodeau qui a parlé des activités du Comité historique acadien de Prince-Ouest. ★

Des souvenirs de son arrière-grand-père

(J.L.) Pierre Gaudet de Tignish aura 11 ans le 2 août prochain. Il est le fils de Gérard Gaudet et de Corry Togerett. Gérard est le fils de Pierre et Cécile Gaudet. Cécile, née Doucette, est la fille de Joseph Doucette, surnommé Joe Cadjo, né en 1910. Joe Cadjo est donc l'arrière-grand-père de Pierre, le jeune homme de 10 ans.

Dimanche au Musée acadien à Miscouche, à l'occasion du vernissage de l'exposition *Les Acadiens de Tignish, deux siècles d'histoire,* Pierre a pu écouter, grâce à une enregistrement sonore, son arrière-grand-père raconter ses premières années de pêche. «Il a commencé à pêcher quand il avait 17 ans. Il était jeune» dit Pierre Gaudet.

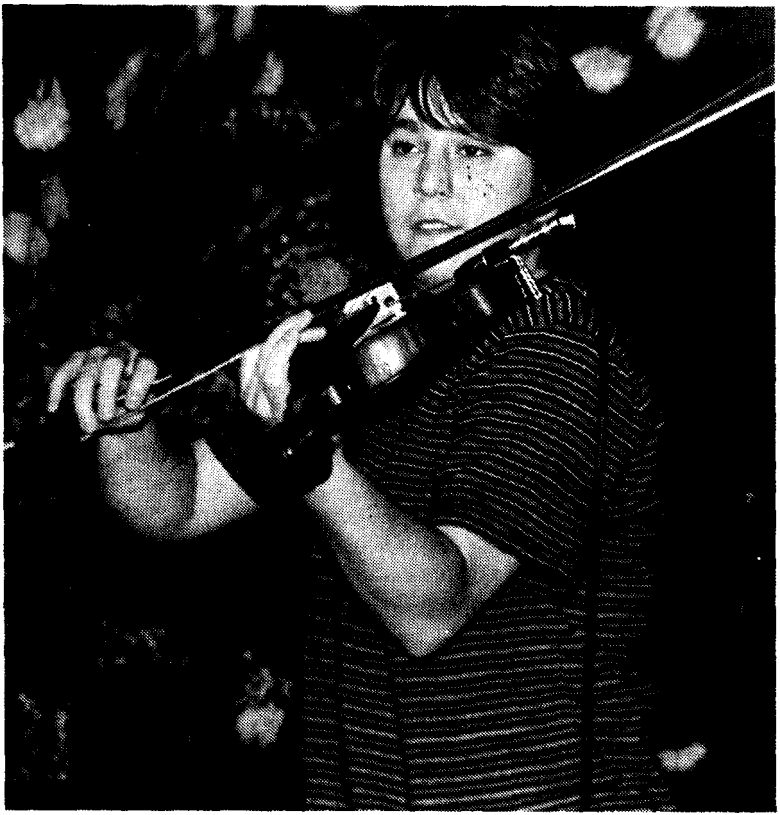
Le jeune homme parle français. Il va à l'école élémentaire de Saint-Louis. «Je ne sais pas si je vais encore parler français quand je vais être grand. Peut-être qu'il n'y aura pas beaucoup de personnes qui vont encore parler français quand je serai grand» dit le jeune Acadien.



Le jeune Pierre Gaudet de Tignish écoute attentivement un enregistrement sonore de son arrière-grand-père, Joseph Doucette, connu sous le nom de Joe Cadjo. Pierre est entouré de ses grands-parents, Cécile, née Doucette, et Pierre (Peter) Gaudet.

Il prend des cours de gigue avec Elaine Wedge depuis qu'il a 6 ans. ★

Anastasia DesRoches éparpille ses notes jusqu'à Rustico



Anastasia DesRoches a été l'une des artistes dont la musique endiablée a donné de la couleur à la Semaine. En plus de participer à l'ouverture de la Semaine de la francophonie, le 78 avril à Abram-Village, elle a fait toute une soirée de musique avec ses musiciens Rémi Arsenault et Eric Landry, à Rustico, mercredi soir. La soirée a connu un bon succès. ★

Des artistes en demande



Le *groupe composé de* Robert *Arsenault, Réal Pelletier et Rémi Arsenault a été très en demande pendant la Semaine provinciale de la francophonie. On voit les musiciens accompagnant Nathalie et Isabelle Arsenault, les filles de Robert Arsenault.* ★

L'équipe «décliquante» de Déclic nous rend visite.



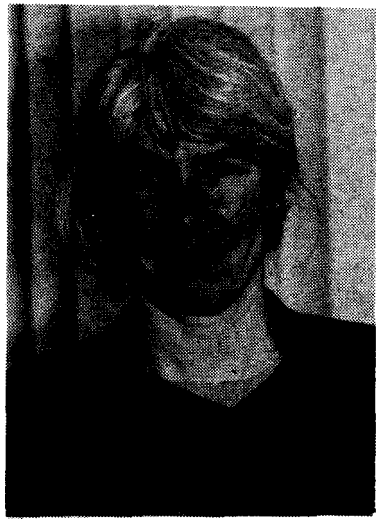
(J.L.) Radio-Canada était omniprésente durant la Semaine de la francophonie. En plus de notre propre équipe insulaire de CBAF Bonjour qui a fait trois émissions en direct durant la semaine, nous avons eu la visite de l'émission Déclic, en direct du Musée acadien, jeudi dernier et de Charlottetown, vendredi.

Sur la photo, on peut voir une partie de l'équipe avec des représentants de la communauté. Il y a Johanne Jacob, présidente de La Belle-Alliance, Emile Babin, réalisateur de l'émission, Anne Godin, l'animatrice vedette, Cécile Gallant, directrice du Musée acadien et Alain Ménard, chroniqueur sportif. Ils entourent la chanteuse Angèle Arsenault, qui recevra dans quelques jours son doctorat honorifique remis par la *University of* **PEI.** ★

Une francophone prend la tête du Centre de recherches sur les cultures et les bestiaux

Le Centre de recherches sur les cultures et les bestiaux de Charlottetown, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, a maintenant une nouvelle directrice, la Dre Christiane Deslauriers, qui est entrée officiellement en fonction le 22 mars. Elle occupait jusqu'ici le poste de gestionnaire du programme d'amélioration des arbres fruitiers du ministère au Centre de recherches alimentaires et horticoles de l'Atlantique, à Kentville.

«J'ai bien hâte de relever ce défi stimulant et de travailler avec de nouveaux secteurs et de nouveaux collègues, affirme madame Deslauriers. C'est un travail très diversifié qui touche les secteurs de la pomme de terre, du boeuf, et des céréales, mais la trame commune est la coopération entre l'industrie, nos scientifiques et nos partenaires des autres gouvernements ainsi que leur engagement à trouver des possibilités et à les réaliser. »



Dre Christiane Deslauriers, directrice du Centre de recherches sur les cultures et les bestiaux de Charlottetown, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Le Centre de recherches sur les cultures et les bestiaux se spécialise dans l'utilisation de techniques visant à augmenter le rendement des récoltes et à réduire le coût de production des pommes de terres et de la rotation des cultures. On y travaille aussi à l'utilisation de méthodes écologiques pour contrôler les insectes tout en préservant la qualité du sol. Le Centre est également responsable des recherches sur le boeuf au Canada atlantique à l'établissement de recherche de Nappan, en Nouvelle-Écosse.

La Dre Deslauriers est arrivée à Agriculture et Agroalimentaire Canada en 1989. Elle a travaillé à Ottawa pendant un an à l'ancienne 'Direction générale de la production et de l'inspection des aliments, à Ottawa, qu'elle a quittée, l'année suivante, pour joindre le Centre de recherches alimentaires et horticoles de l'Atlantique. ★

Planification de l'hôpital de Summerside — Stade des études: le plan directeur passe à la vitesse supérieure

Nous en sommes maintenant au deuxième stade du projet — le stade du Plan directeur/Programme fonctionnel. L'expression peut vous sembler savante mais elle signifie simplement qu'à ce stade nous répondrons à des questions comme celles qui suivent.

-Quels services devraient être situés à côté ou à proximité les uns des autres? Par exemple, la salle d'urgence doit-elle être située à proximité de l'unité des soins intensifs?

-De quels types de matériel a-t-on besoin pour offrir un service de santé donné (ex.: appareil de radiographie)? Parmi nos matériels actuels, lesquels pourront être déménagés dans le nouvel établissement? Combien de nouveaux matériels devrons-nous acheter? Quels en seront les coûts?

-Compte tenu de la manière dont un service de santé sera offert à une quantité donnée de gens sur une base annuelle, combien d'espace sera nécessaire et comment devra-t-on aménager les pièces et les services?

À l'aide de tels renseignements, nous serons en mesure

d'évaluer assez précisément les coûts du projet.

Dans le cadre de l'aménagement de l'espace, nous devons être en mesure'de répondre à des questions sur la manière dont un programme ou un service sera offert et sur leurs destinataires. Des progrès en technologie médicale ou en informatisation modifieront la manière actuelle de faire des affaires. La réingénierie des processus englobe l'analyse des tendances futures et l'adoption de nouvelles méthodes afin de pouvoir dresser des plans pour l'aménagement de l'espace, nous devons répondre à des questions sur la manière dont se feront les changements et sur les impacts de ceux-ci.

Quels services feront l'objet de changements?

Des groupes d'employés et de médecins sont en train d'examiner les secteurs suivants :

Services pharmaceutiques

L'informatisation assure-t-elle une manière plus efficace et plus sécuritaire de traiter les ordonnances à l'intérieur de l'établissement? Si oui, la manière actuelle d'offrir des services s'en trouvera-t-elle modifiée, et comment cela se traduira-t-il sur le plan de l'espace nécessaire? Quel rôle doivent jouer les services pharmaceutiques sur l'évaluation des médicaments consommes par les patients et l'éducation de ceux-ci en la matière? Les services pharmaceutiques devraient-ils être fournis à d'autres services de santé de la région (par exemple, aux services de soins de longue durée)?

Soins ambulatoires

De combien d'espace et de personnel a-t-on besoin pour fournir davantage de services sur une base quotidienne ou en clinique, et de combien d'espace aura-t-on besoin pour abriter de tels services? À l'heure actuelle, la grande partie des interventions chirurgicales sont des chirurgies de jour et les services de consultation externes augmentent de façon continue. L'espace dont nous disposons aujourd'hui est devenu beaucoup trop petit. Il faut donc s'attendre à ce qu'une plus grande place soit faite aux services ambulatoires dans le nouvel établissement.

Un autre aspect sur lequel nous nous penchons est la centralisation de l'ordonnance des rendez-vous pour tous les services : tests préalables aux chirurgies, tests médicaux pratiqués à l'externe, thérapie, counseling et traitements. Comme le travail se fait actuellement à la main, souvent, les patients doivent subir un même test deux fois ou doivent venir passer des tests et subir des 'interventions à des jours différents parce que nous ne pouvons pas fixer les rendez-vous des patients à partir dune source centrale. Nous espérons acheter un logiciel informatique qui permettra d'éviter les doubles emplois et qui permettra à notre réseau de santé et plus important encore, à nos patients de réaliser des économies et d'éviter des frustrations.

Unité de soins intermédiaires

Nous avons constaté, ces dernières années, une augmentation de la gravité des cas ou des maladies chez nos patients hospitalisés. Bon nombre de nos patients ont besoin de soins et d'équipement spécialisés, sans toutefois nécessiter le niveau de soins offerts à l'unité de soins intensifs, ce qui a pour effet d'accroître la charge de travail à l'étage de médecine. Par conséquent, nous envisageons la possibilité de créer une unité de soins intermédiaires entre l'étage de médecine et l'unité des soins intensifs. Bon nombre d'hôpitaux sont en train d'adopter ou adopteront bientôt un tel concept.

Technologie

Nous examinons le rôle de la technologie dans la prestation d'un système de soins de santé moderne. L'objectif est de déterminer le rôle de la technologie dans le nouvel établissement de santé et d'étudier les orientations technologiques générales du secteur de la santé à l'échelle régionale et provinciale, ainsi que de cerner les lacunes dans les systèmes technologiques existant au sein des services de santé et d'évaluer les besoins technologiques actuels et futurs.

Le stade du plan directeur **englobe la participation du personnel et de la collectivité à divers paliers.**

À ce stade de planification, on procède à l'évaluation de la prestation actuelle des services au niveau de chaque secteur et à la formulation de l'orientation future de nos services dans le nouvel établissement. Une fois déterminées les orientations, l'espace sera prévu par des équipes de travail composées, entre autres, d'un grand nombre dem-' ployés de première ligne et de membres de la colectivité.

L'élaboration des orientations futures des services fait suite à une analyse statistique et aux travaux de différents groupes de réflexion (voir plus bas). Un grand nombre d'employés de tous les services participent aux discussions.

Tout le travail au stade actuel de planification est effectué par les consultants en soins de santé KPMG et IPR de Halifax et de Toronto. Les deux entreprises possèdent une très grande expérience dans la planification de ce type d'établissement.

Le stade actuel de planification d'établissement englobe également les travaux des groupes de réflexion qui se sont réunis au cours des deux premières semaines d'avril. Les groupes ont discuté des sujets d'intérêt clinique suivants : la santé mentale, les interventions chirurgicales, les soins médicaux, les soins aux personnes âgées/ soins continus, les problèmes de dépendance ainsi que les services aux enfants, aux jeunes et aux familles.

Dans le cadre des travaux des groupes de réflexion, plus de 150 employés, médecins et collègues d'autres régions, fonctionnaires du ministère de la Santé et représentants de la collectivité (ex.: les services de police, etc.) ont été invités à participer à l'une ou l'autre des nombreuses sessions de deux heures.

Le but visé par les groupes de réflexion était d'évaluer la prestation actuelle des services, y compris les liens existants avec les services complémentaires et de chercher des manières d'améliorer le service.

Chaque groupe a répertorié :

- des questions liées à leur service actuel;
- les impacts de telles questions;
- les aspects positifs de leurs services qui devraient être maintenus;
- les points à améliorer.

Une vision préférée pour la prestation de l'ensemble des services dans le nouvel établissement sera fondée sur cette information. Désormais, de nouvelles consultations se tiendront dans le but de confirmer cette vision. L'information ainsi recueillie constituera le fondement de la planification de l'espace dans le nouvel établissement. ★

Bonne nouvelle pour les aînés

À compter de 1999, la plupart des aînés qui reçoivent le Supplément de revenu garanti (SRG) ou l'Allocation au conjoint (AAC) verront leurs prestations renouvelées automatiquement au moyen de leur déclaration de revenus. Développement des ressources humaines Canada (DRHC) enverra un formulaire de renouvellement uniquement aux aînés qui n'ont pas produit de déclaration de revenus au 30 avril et aux aînés dont il faut obtenir plus de renseignements pour renouveler leur prestation. Les aînés qui reçoivent un formulaire de renouvellement doivent le remplir et le renvoyer à DRHC pour faire renouveler leur prestation.

Le SRG est une prestation mensuelle versée à 40 poùr cent des aînés qui reçoivent. également la pension de base de la Sécurité de la vieillesse (SV). Le supplément est destiné aux aînés à faible revenu qui habitent au Canada. L'ACC est une prestation mensuelle versée aux personnes à faible revenu dont le conjoint reçoit le SRG, ainsi qu'aux veuves et veufs à faible revenu. Afin d'être admissible à l'AAC, une personne doit avoir de 60 à 64 ans. Il faut demander les prestations du SRG et de l'AC tous les ans.

Cette année, si un aîné produit une déclaration de revenus avant le 30 avril, Revenu Canada transmettra les données sur ses revenus de 1998 à DRHC. Ensuite, DRHC déterminera si l'aîné est toujours admissible à une prestation (la décision dépend des fluctuations du revenu annuel). Les aînés commenceront à recevoir des paiements mensuels rajustés en juillet plutôt qu'en avril. Ces paiements seront basés sur leur revenu de 1998. Jusqu'à ce moment-là, le revenu de 1997 continuera de déterminer les paiements versés aux aînés.

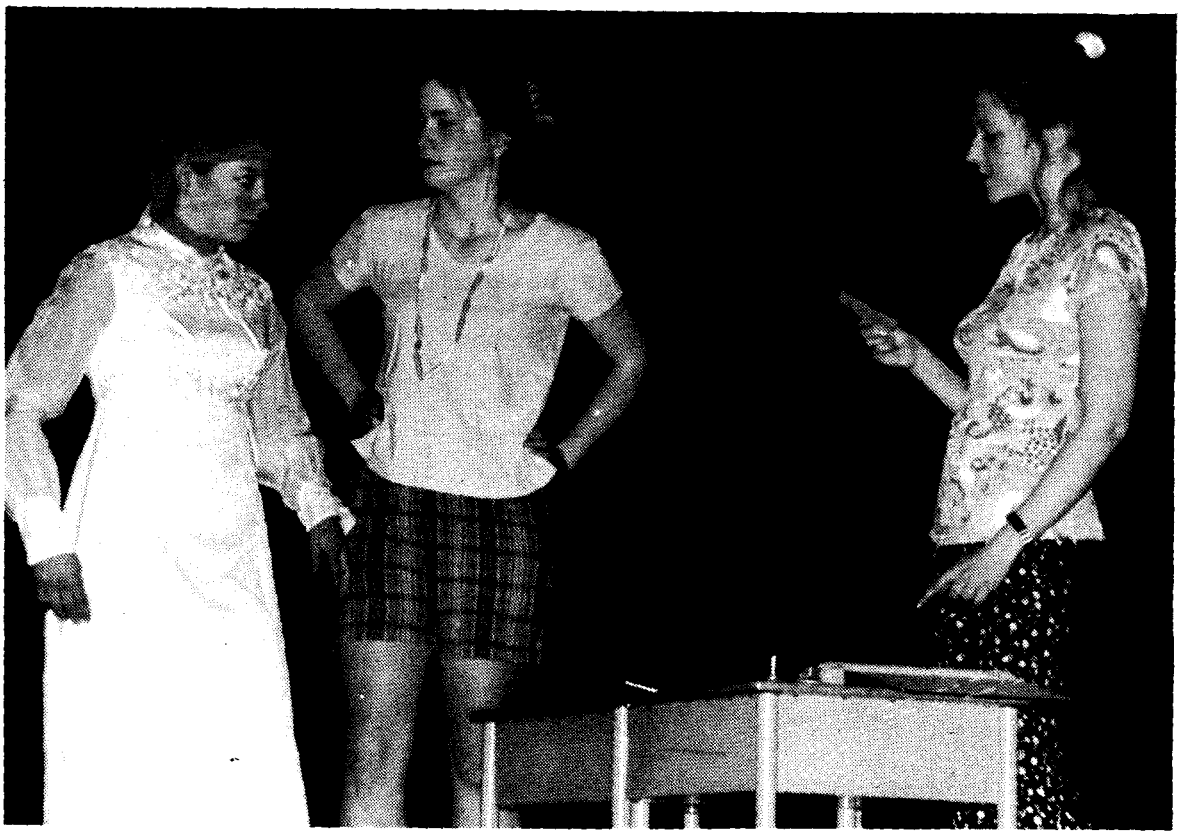
Compte tenu de ce changement, DRHC n'enverra plus un formulaire de renouvellement à la plupart des aînés tous les ans en janvier. Si les aînés reçoivent tout de même un formulaire de renouvellement par la poste, ils doivent le remplir et 'le renvoyer à DRHC dès qu'ils ont reçu tous les feuillets d'impôts nécessaires.

Pour de amples renseignements, composez sans frais l'un des numéros suivants. Le 1800 2779915, ou pour le service en anglais, composez le 1800 277-9914.

Si vous avez des troubles de la parole ou de l'ouïe et que vous utilisez un ATME/téléimprimeur, composez le 1800-255-4786.

Les lignes téléphoniques de DRHC sont le plus occupées au début et à la fin de chaque mois. Si votre demande peut attendre, il est préférable d'appeler à un autre moment. Veuillez avoir votre numéro d'assurance sociale à portée de la main. ★

Le Festival d'art dramatique sortira-t-il de la Semaine de la francophonie?



La photo nous laisse voir un groupe composé d'élèves des 10e, 11e et 12e années de l'école François-Buote. Ils ont exploré des aspects de la loi sur la protection du consommateur.

Par Jacinthe LAFOREST

Malgré une participation légèrement moins élevée que l'an dernier, la troisième édition du Festival d'art dramatique a connu encore cette année le succès qu'il mérite:

Un total de 300 participants, répartis dans une vingtaine de mini productions se sont présentés sur la scène du Théâtre Port-LaJoye du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, mardi, mercredi et jeudi de la semaine dernière. Le Festival a regroupé cinq productions de l'école Évangéline, sept productions de l'école François-Buote, une production d'une classe de français de base et huit des différents programmes d'immersion.

Le fondateur du Festival et encore cette année le coordonnateur principal, Hervé Poirier, se permet de lancer des idées et d'ouvrir des portes pour les années à venir.

Le Festival d'art dramatique est pareil mais différent chaque année, car bien souvent, les joueurs sont différents, les élèves, les enseignants, etc. «Chaque année, on réinvente la roue. Mais je vois des possibilités dans l'avenir d'ajouter du théâtre de marionnettes et de l'improvisation» dit le coordonnateur.

Il lance aussi l'idée qu'un recueil de pièces de théâtre présentées au cours des dernières années durant le Festival soit produit. «J'ai lancé l'invitation aux participants de me faire parvenir leur texte. Depuis trois ans, ce que je remarque, c'est que l'obstacle majeur à la participation, c'est d'avoir une pièce que les élèves veulent présenter et sont capables de monter dans le temps qu'ils ont. Je pense même qu'on pourrait lancer l'idée aux festivals de théâtre francophones qui s'organisent dans nos provinces voisines, pour mettre en commun des ressources destinées à différents groupes d'âge» dit Hervé Poirier.

C'est sûr que cela aide d'avoir un scénario tout prêt, par contre, certains élèves préfèrent écrire leur propre pièce de théâtre. C'est le cas des élèves de 8e année de Lucie Bellemare de l'école Évangéline, qui ont présenté cinq productions au Festival, les seules productions de l'école Évangéline inscrites au Festival. «Je leur avais présenté des textes mais rien ne semblait leur plaire». Ils ont donc opté pour des créations aux titres comme Les problèmes familiaux, Qui est le meurtrier?, Cendrillon, le rêve d'Amy, La visite chez le médecin et Le magasin de disque. «Mes élèves adorent faire du théâtre. Ils vont donner une représentation de leurs pièces pour les parents dans quelques semaines. Cela va être une levée de fonds pour leur voyage échange à Dieppe),. Lucie Bellemare encourage les parents et le public à se rendre nombreux à ces représentations, dont la date n'a pas encore été fixée.

En parlant de voyage échange, Hervé Poirier n'écarte pas la l'idée de se servir du théâtre pour stimuler des échanges entre troupes, comme on l'a presque fait cette année entre un groupe de François-Buote et de Hull au Québec.

Jusqu'à présent, le Festival d'art dramatique a toujours été scolaire, mais on pourrait facilement inclure une session pour y présenter du théâtre communautaire. Cette année, l'agence fédérale provinciale de Formation linguistique s'est montrée intéressée mais leur projet ne s'est pas concrétisé. «Peut-être que l'an prochain, ils seront au nombre des participants» dit M. Poirier.

Comme on le sait, depuis sa création, le Festival a été présenté dans le cadre de la Semaine de la francophonie. «On parle de plus en plus de sortir le Festival de la semaine, en raison de la surcharge d'activités qu'il y a durant cette semaine. Cela se parle de plus en plus» affirme Hervé Poirier. Il précise que cette année, le Festival était présenté durant la même semaine que le Festival de la Eastern School Board.

Après avoir coordonné le Festival pendant trois ans, Hervé Poirier annonce qu'il ne sera pas de l'organisation l'an prochain.

En faisant. appel à des partenaires bien établis comme le Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, la Fédération culturelle, l'école François-Buote et le ministère de l'Education, on s'assure que le Festival ne dépend pas d'une seule personne. «Nous avons distribué l'expertise parmi des partenaires, pour assurer une relève pour maintenir le Festival» dit M. Poirier.

Chaque groupe qui a participé au Festival a reçu un certificat de participation. ★

La mauvaise odeur va être enrayée, promet le ministre Murphy

Pur Jacinthe **LAFOREST**

Le ministre de l'Environnement et des Technologies, Mitch Murphy, a promis aux résidents de la région Prince Est que la mauvaise odeur qui se dégage de l'usine de traitement des déchets et particulièrement, du compost, sera réglée.

Lors d'une réunion publique tenue récemment à Miscouche, il s'est engagé à régler un problème qui était présent depuis quatre ans et demie, c'est-à-dire depuis l'ouverture du site.

Les résidents ont été nombreux à venir au micro se plaindre de la senteur. Un résident de l'endroit a même laissé entendre qu'on pourrait avoir sur les bras un problème de santé public, si cette odeur n'était pas enrayée.

Le ministre a avoué qu'il avait été visité le site, pendant les heures précédant la réunion et qu'il avait en effet trouvé la senteur quasi insupportable. Une résidente de Tracadie Cross est allée au micro pour rappeler au ministre que quelques semaines auparavant, il avait affirmé aux résidents de cette région que le site de Wellington dégageait très peu d'odeur. «Tout ce que j'entends ici ce soir, ce sont les frustrations des gens à propos de l'odeur». Elle a accusé le ministre de leur avoir menti.

L'odeur, la qualité de l'environnement et la privatisation possible de l'exploitation sont autant de questions qui préoccupent les résidents de Prince Est.

Pour l'odeur, le ministre a affirmé qu'il y avait des technologies accessibles aujourd'hui, qui ne l'étaient pas nécessairement lorsque le site a ouvert. Par contre, selon Simon Haché de Wellington Centre, qui a suivi de près le processus de planification de ce site depuis les débuts, tous les aménagements que l'on prévoit faire étaient prévus au départ et n'ont pas été faits en raison de compressions budgétaires.

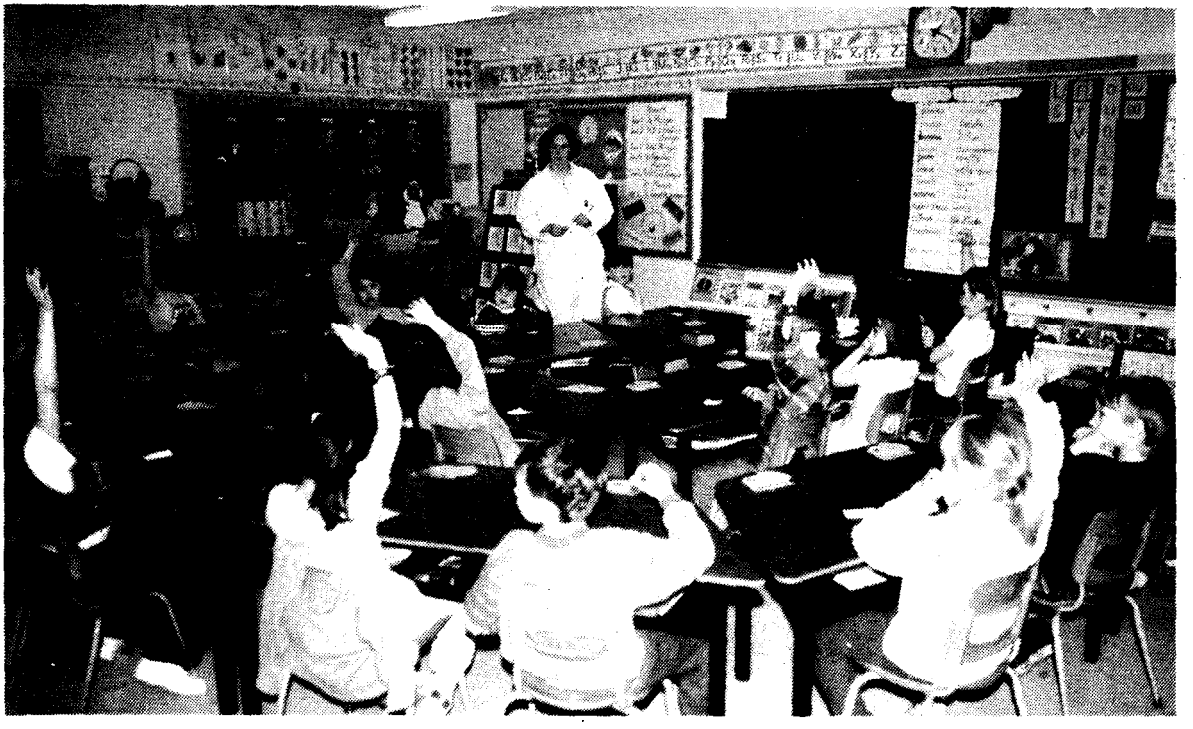
La gestion des déchets est une nécessité qui ne plaît à personne. L'un des intervenants a dit considérer qu'un site d'enfouissement est autant désiré dans un voisinage qu'une prison fédérale ou une centrale nucléaire.

Malgré que personne n'en veut, il y aura deux sites majeurs de gestion et d'entreposage des déchets dans l'Île : un dans l'ouest qui est celui de Wellington, et un dans le comté de Kings.

L'idée que toutes les matières compostables des résidents de Hunter River à North Cape vont être éventuellement traitées à Wellington ne plaît pas. «On a déjà un problème d'odeur, imaginez ce que cela va être avec encore plus de compost. Nous ne voulons pas plus de déchets» ont réitéré plusieurs personnes. Mais le ministre Murphy, assisté de Denny Hopping, le président de la Commission de gestion des déchets, a affirmé que la senteur qui se dégage de Wellington n'a rien à voir avec la quantité de matière, mais de la façon dont elle est traitée. À plusieurs reprises durant' la soirée,. ils ont répété qu'un filtre allait être installé, un mur et que les lieux allaient être agrandis.

Suite à une demande de John MacIsaac, qui faisait partie du comité de planification original et qui avait beaucoup de mémoire, le ministre a accepté de mettre sur pied un comité de surveillance comme celui qui devait être mis sur pied à l'origine. mais qui ne l'avais jamais été. Le ministre a demandé à M. MacDonald de lui suggérer des noms. ★

L'étude des sciences rendue spectaculaire



Mercredi après-midi, les animateurs de Sciences en Folie ont débarqué à l'école Greenfield de Summerside, pour y, rencontrer les élèves. Sur la photo, on voit la classe de première année de Reine Gendron. L'animatrice est Pascale Bourdages.

(J.L.) Enseigner des notions scientifiques à des enfants de 6 et 7 ans est un défi. Enseigner des notions scientifiques en français, à des enfants qui sont en première année dans un programme d'immersion, c'est un double défi. C'est pourtant l'un des défis que l'équipe de Sciences en Folie relève allègrement depuis la création du groupe de Québec, ilyaunan.

Sciences en Folie, c'est le pendant francophone de *Mad Scientist*, un mouvement qui compte 80 filiales dans le monde entier. Le groupe de Québec qui est venu à l'Île durant la Semaine de la francophonie, existe depuis un an.

L'équipe de Sciences en Folie a visité plus de 70 classes durant la Semaine de la francophonie, portant chaque fois le message que les sciences peuvent être amusantes, intéressantes et drôles.

Les thèmes des ateliers varient beaucoup et s'adaptent aux groupes et à la volonté des enseignants et enseignantes. Il y a des ateliers sur les minéraux, les polymères, les états de la matière, l'océan bleu, les bonnes vibrations, l'électricité, les aimants farceurs, le goût, la science gluante, le son, sur nos sens, sur l'air, les dynosaures et bien d'autres, il y en a pour tous les goûts.

Sciences en' Folie favorise la participation, la manipulation, l'écoute et l'observation, et l'interaction entre l'animateur et l'élève. ★

Bienvenue dans le monde du bénévolat virtuel

De bacon à souliener la Semaine nationale de l'action bénévole, qui se déroulait en même temps que la Semaine de la francophonie, on a lancé un nouvel outil Internet innovateur qui permettra de relier les bénévoles des quatre coins du Canada aux occasions de bénévolat. Il s'agit du système de Recrutement électronique des bénévoles, une initiative qui recevra *225 000* $ supplémentaires de la part de Développement des ressources humaines Canada.

Le système de Recrutement électronique des bénévoles reliera les bénévoles aux organismes ayant des postes à combler en se fondant sur les intérêts et aptitudes de chacun. Les organismes de bénévolat pourront ainsi avoir recours à cette nouvelle méthode pour attirer et recruter des bénévoles et ouvrir de nouvelles possibilités au bénévolat virtuel. Les fonds supplémentaires versés dans le cadre du programme de Partenariats en développement social, serviront au marketing, aux opérations, et à la gestion du système de Recrutement électronique des bénévoles.

On peut visiter le site du système de Recrutement électroriique des bénévoles à l'adresse www.voc-reb.org ★

Ida Bernard est éducatrice de l'année



(J.L.) Depuis plusieurs années, l'organisme *Canadian _Parents for French* participe à la Semaine de la francophonie, entre autres en profitant de l'ouverture officielle de l'événement pour y dévoiler l'identité et remettre le Prix de l'éducateur de l'année. Cette année, le Prix a été décerné à Ida Bernard, qui a été la toute première à enseigner une classe d'immersion à l'Île-du-Prince-Édouard et ce, même avant que le système soit établi officiellement. Elle enseigne l'immersion depuis 25 ans à l'école élémentaire de Saint-Louis. Le Prix lui a été remis par le président provincial de *Canadian Parents for French,* M. Najan Cishti. ★

Il est temps de dire ce que vous -pensez de Radio-Canada...

Lecteurs et **lectrices de** LA VOIX ACADIENNE

Vers la fin mai et le début juin, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), qui est l'instance de réglementation de la radiodiffusion au Canada, tiendra des audiences publiques à Hull pour examiner les réalisations de Radio-Canada (réseaux français et anglais de radio et de télévision, les stations de télévision régionale, RDI et Newsworld) dans le cadre du processus de renouvellement des licences de la Société. Le CRTC vérifie dans quelle mesure les radiodiffuseurs, tant publics que privés, répondent aux besoins de la population. C'est pourquoi l'apport du public est essentiel.

Comme vous le savez **peut**-être, en mars, le CRTC a tenu des consultations publiques dans tout le pays, permettant ainsi à des centaines de personnes comme vous de dire ce qu'elles pensent des réalisations de Radio-Canada. Tout récemment, la Société 'a fait connaître son plan audacieux et ambitieux pour lancer le **radiodiffuseur** public du Canada dans le nouveau millénaire.

Si vous ou une autre personne dans votre foyer écoutez la radio ou regardez la télévision de Radio-Canada, voici maintenant l'occasion de faire part à la Société et au CRTC de ce que vous pensez de votre radiodiffuseur public, de sa programmation et du service qui est offert à vous, à votre collectivité et au pays.

Vous pouvez faire connaître votre opinion en écrivant au CRTC ou en comparaissant à Hull aux audiences publiques. Vous trouverez ci-joint la procédure à suivre pour participer au processus. Radio-Canada a déposé auprès du CRTC des demandes de renouvellement de licences dans lesquelles nous expliquons ce que nous envisageons pour votre radiodiffuseur public pour les années à venir. Vous pouvez consulter ces demandes dans les établissements de Radio-Canada à travers le pays ou en consultant **notre site Internet à l'adresse www.** radio-canada.ca. Si vous désirez recevoir des renseignements complémentaires sur nos plans ou si vous avez des questions au sujet du renouvellement des licences de Radio-Canada, **vous** pouvez téléphoner sans frais au 1-877-597-7333, nous envoyer un courrier électronique ou nous écrire en suivant les indications données dans le document ci-joint.

Radio-Canada vous appartient. Je vous encourage à participer à ce processus **unique** et à exprimer autant à Radio-Canada qu'au CRTC ce que vous pensez des réalisations de votre **radiodiffuseur** public national. ★

Le président-directeur général,
Perrin Beatty

La Fédération des parents a été obligée de déménager

À la suite d'un avis d'expulsion, daté du 1er juin 1998, provenant du conseil communautaire du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, le bureau de la Fédération des parents de l'Île-du-Prince-Édouard (FPÎPÉ) s'est vue dans l'obligation de déménager son bureau à Rustico.

Lors de négociations pour le bail, la Fédération des parents a présenté deux propositions au Carrefour, dont une où elle acceptait l'augmentation demandée mais souhaitait signer pour un an au lieu de deux, afin de pouvoir négocier l'augmentation pour la deuxième année. Les deux propositions ont été rejetées par le conseil du Carrefour et ont été suivies d'un avis d'expulsion écrit.

La FPÎPÉ tient ainsi à corriger une fausse rumeur qui circule actuellement concernant son déménagement du mois d'août dernier selon laquelle elle serait partie de son propre gré.

Pour plus de renseignements, communiquer avec le président de la FPÎPE, M. Ulysse Robichaud, au (902) 963-2596. ★

Dans le creux de la vague

La Semaine_ de la francophonie est. terminée. Durant cette semaine, tout va à un rythme effrené. Maintenant, c'est le creux de la vague. C'est presque un état de dépression, celui dans lequel on se retrouve après avoir consacré beaucoup d'énergie à un projet qui vient de se conclure.

Quand on est dans ce creux de vague: une foule d'émotions qui normalement n'ont pas de prise sur nous, nous assaillent et on reste là bien souvent, incapables de réagir.

Ne pas réagir, c'est la dernière chose à faire alors je réagis. C'est au plus creux du creux de la vague que j'ai vu dimanche midi, à la télévision, l'inimaginable. Si vous suivez les nouvelles, vous allez sûrement reconnaître le scénario.

Dans ce dessin animé, très laid par ailleurs et dont j'ai manqué le début, il y avait ce petit garçon. Un petit garçon qu'on voyait, jour après jour, dans la cour d'école, se faire malmener continuellement par les mêmes trois plus grands garçons. Et les jours se succédaient : mardi (cela devait commencer le lundi mais j'ai manqué le début), mercredi, jeudi, vendredi. Tous les jours, le petit garçon' **se** faisait administrer une volée dans la cour de l'école par les mêmes trois grands garçons. Aucun adulte en vue dans la cour de l'école.

La fin de semaine arrive. En rêve, le petit garçon voit la solution à ses problèmes. Le lundi matin, il arrive à lëcole armé jusqu'aux dents, portant une armure qui lançait des boulets de canon, des obus, des balles du bout de ses bras.

Cela vous rappelle-t-il quelque chose?

A la fin de l'heure de la récréation, ce matin là (nous sommes toujours dans le dessin animé) il ne restait pratiquement rien des trois garçons qui avaient maltraité l'enfant.

L'histoire ne dit pas ce qui est advenu du petit garçon lorsqu'il a enlevé son armure. ★

Jacinthe Laforest

Une campagne de «mois thématiques» est lancée

Par Jacinthe LAFOREST

Profitant de la Semaine provinciale de la francophonie, les gestionnaires des ministères fédéraux présents à Charlottetown et à l'Î.-P.-É. ont lancé vendredi dernier une initiative visant à améliorer, petit à petit, les services en français au public.

Sue LeMaistre d'Anciens Combattant Canada est coprésidente, avec Donald Arsenault de Patrimoine canadien, du sous-comité sur les langues officielles qui se rapporte directement au Conseil régional fédéral de l'Î.-P.-É. Il existe un conseil semblable de chaque province du Canada. Par contre, les sous-comités sur les langues officielles sont plus rares. Avant la création de celui de l'Île, il y en avait eu un en Colombie-Britannique.

Sue LeMaistre explique que le sous-comité de l'Île a deux objectifs principaux : mieux servir le public, et contribuer à l'épanouissement de la communauté francophone.

Vendredi dernier, dans l'Atrium du siège social national d'Anciens Combattants Canada à Charlottetown, on a procédé au lancement d'une campagne de «mois thématiques». Durant le mois d'avril, on encourage les agences et ministères fédéraux à améliorer l'offre active visuelle en les aidant à se procurer du matériel visuel bilingue etc. Durant les mois de mai et juin, on va se concentrer sur l'offre active en personne et au téléphone et ce, sans délaisser pour autant l'offre active visuelle. «C'est pour amener une progression graduelle dans l'amélioration des services, dans des domaines identifiés comme plus faibles par le Commissaire aux langues officielles» résument Donald Arsenault et Sue LeMaistre.

Et puis, durant l'été et l'automne, chaque ministère va être invité à procéder à un examen de l'exigence linguistique de ses postes.

Les ministères et agences fédéraux qui sont touchés par cette initiative sont Développement des ressources humaines Canada, le bureau de district d'Anciens Combattants Canada, Patrimoine canadien, Revenu Canada, l'APÉCA et Pêches et Océans Canada et d'autres plus petits bureaux.

«Avant la fin de l'année financière, c'est-à-dire du mois de janvier au mois de mars 2000, on va faire une vérification auprès de ces ministères et agences pour s'assurer qu'ils ont embarqué dans le projet et qu'ils ont maintenu leurs efforts. On espère que le public va voir une différence», dit Sue LeMaistre.



Sur la photo, on voit Donald Arsenault (à gauche) et Sue LeMaistre (à droite), qui sont les coprésidents de sous-comité sur les langues officielles, placé directement sous le Conseil régional fédéral de l'Î.-P.-É. Au centre, on voit Jane Porterfield, qui a contribué à l'organisation de la grande fête interministérielle dans l'Atrium de l'édifice Daniel J. MacDonald à Charlottetown. Les autres membres du comité organisateur de la fête, qui a réuni de 300 à 400 personnes étaient Lorna DesRoches de Revenu Canada et Weldon Boone d'Anciens Combattants Canada. Différents ministères et agences ont également contribué financièrement à la fête. ★

Les couleurs acadiennes sont hissées à Province House



(J.L.) C'est dans une atmosphère décontractée et joyeuse que les couleurs symboliques de l'Acadie ont été hissées à Province House, mardi dernier. À gauche du drapeau, on voit Antoine Richard, président de la Société Saint-Thomas-d'Aquin et le ministre des Affaires francophones, Mitch Murphy. A droite, on voit le Premier ministre Pat Binns, en compagnie d'Évangéline et Gabriel, personnifies par Germaine et Léo Arsenault de Charlottetown. L'hymne national de l'Acadie a été interprété dans sa version française officielle par Jacinta Bernard-Henry.

Soulignons que quelques heures à peine après la cérémonie de la levée du drapeau, le projet de loi 15 sur les services en français a été adopté en troisième et dernière lecture. ★

Émile Gallant fait un rôti très tendre



(J.L.) Malgré le mauvais **état** des routes samedi soir à **l'Île**-du-Prince-Edouard, près de 115 personnes se sont rendues au bien cuit d'Emile **Gallant,** pour savourer les délicieuses histoires servies au menu de la soirée.

L'activité s'inscrivait dans le cadre de la Semaine provinciale de la francophonie et se déroulait au profit du programme des voyages éducatifs de l'école François-Buote. Selon Darlene Arsenault, la directrice de l'école, on a dépassé 2 000 $ de profits, avec la vente des billets, les tirages et les dons. Sur la photo, on voit le rôtisseur et la rôtisseuse, Charles Duguay et Louise Gallant. On voit ensuite Sylvie Girard qui est la compagne d'Emile, Daniel Bourgeois et Edgar Arsenault qui sont les deux autres rôtisseurs officiels de la soirée, et Donald Arsenault, maître de cérémonie. Tous ces gens entourent Émile Gallant et le «picotent» tendrement avec leur fourchette, pour se mettre en appétit, avant de "passer à table», et dévoiler tous les secrets d'Émile **Gallant.** On a entendu des histoires drôles et touchantes, des histoires vraies et espérons-le, des histoires fausses. ★

Le Sommet va bénéficier à tous

Par Jacinthe **LAFOREST**

Selon Daniel Bourgeois, le coordonnateur des efforts de participation de la province au prochain Sommet de la Francophonie, l'événement va profiter à tous les résidents de l'Île, autant anglophones que francophones.

«La communauté francophone ici à l'Île sert de porte d'entrée aux activités périphériques du Sommet. Grâce aux quelque 6000 francophones de la province, les entrepreneurs de toute la province peuvent profiter des retombées» a-t-il dit mardi dernier lors d'une réception au Centre des arts de la Confédération.

Le Sommet de la Francophonie, c'est gros. Trois' fois plus que la réunion du G7 qui s'est tenue à Halifax il y a quelque temps. «C'est l'événement le plus gros qu'on a connu aux Maritimes et que nous verrons de notre vivant, probablement)> dit Daniel Bourgeois.

Des délégations de 52 pays ayant en partage la francophonie, des Chefs d'État dont certains seront invités à venir à l'île (celui du Liban et celui de la Pologne, pour n'en nommer que deux). La présence à Moncton de quelque 600 journalistes de partout au monde qui seront à la recherche d'histoires exclusives, curieux de connaître cette Acadie dans son ensemble et dans ses recoins sera certainement un atout, si on sait comment les attirer.'



Daniel Bourgeois. ★

La SSTA lance sa campagne «Bonjour»



Participant au lancement de la campagne Bonjour de la Société Saint-Thomas-d'Aquin, on voit degaucheà droite, Marcia Arsenault de la Pharmacie Wellington, Doris Arsenault de la Coopérative de Tignish, le ministre Mitch Murphy, Antoine Richard, président de la SSTA, Pat Binns, Premier ministre, Joseph Sanmoun, propriétaire du restaurant Shaddy's Mediterranean Cuisine à Charlottetown, Bill Martin et sa femme Josette, qui sont les propriétaires de la Water Sfreet Bakey & Deli à Summerside, et Lisa Mossey du restaurant: Platter House Seaside à Souris.

La Société Saint-Thomas-d'Aquin (SSTA) a profité de la Semaine provinciale de la francophonie pour procéder au lancement de sa campagne «Bonjour». Comme son nom l'indique, la campagne est axée sut le «Bonjour» et le logo utilisé par la province pour identifier leurs services bilingues. La SSTA prolonge donc la campagne entreprise auprès des fonctionnaires provinciaux en lui donnant un volet communautaire, intégrant l'entreprise privée.

La première étape de la campagne de la SSTA consiste en l'identification des personnes qui ont la capacité d'offrir des services en français partout dans la province. Une épinglette ((Bonjour» sera remise à chacune de ces personnes. Les francophones sauront donc, en voyant cet insigne: qu'ils peuvent être compris dans leur langue.

Les entreprises qui offrent des services bilingues en tout temps auront le droit d'afficher le logo «Bonjour» sur leurs lieux de commerce. Pour les commerces où le service en français *ne* sera offert qu'à temps partiel, c'est-à-dire lorsque l'employé bilingue sera de service, une affiche en carton sera disponible et pourra être utilisée à un endroit jugé approprié.

«Bonjour» est une façon simple, amicale et accueillante d'approcher sa clientèle. Voilà pourquoi l'épinglette «Bonjour», aux couleurs des drapeaux des pays qui constituent la Francophonie, sera un symbole provincial d'accueil, avec son sabot de la Vierge, partout où il est possible de se faire servir en français à l'Île.

Une fois l'étape d'identification entamée, il faudra informer la population francophone de l'Île-du-Prince-Édouard et les visiteurs francophones qu'ils peuvent se faire servir en français lorsqu'ils verront l'épinglette ou. l'affiche. Il y aura aussi des efforts déployés pour promouvoir les entreprises qui offrent des services en français.

Il est approprié que cette campagne soit lancée dans le cadre de la Semaine provinciale de la francophonie et même au début de l'Année de la francophonie canadienne. De plus, l'activité cadre bien avec la tenue du VIII'Sommet de la Francophonie chez nos voisins. En effet, les Acadiennes, Acadiens et francophones de l'Î.-P.-É.ont un rôle à jouer dans la reconnaissance de la francophonie dans la province et la campagne «Bonjour» les aidera sans doute.

La SSTA a profité du lancement pour remettre des épinglettes 'et auto-collants à cinq entreprises, l'une de chaque région acadienne de la province, qui ont accepté de participer à la campagne et de s'identifier comme commerces offrant des services en français. La SSTA souhaite que beaucoup d'autres entreprises suivront les pistes de ces commerces et que tous en retireront de nombreux bénéfices. Ainsi le dynamisme de la communauté francophone et acadienne insulaire sera manifesté et ne connaîtra plus de limites ni de frontières.

Le lancement de cette campagne fait suite à une décision de l'assemblée annuelle de la SSTA du 30 mai 1998. ★